

Pour diffusion immédiate

PolySeSouvient se réjouit de l'engagement de Mark Carney à compléter le programme de rachat des armes d'assaut

Montréal, 10 avril 2025 – Le collectif **PolySeSouvient** a fait la déclaration suivante en réponse au [dévoilement aujourd'hui](#) du programme électoral du **Parti libéral** en matière de sécurité publique par **Mark Carney**, programme qui inclut l'achèvement du rachat des armes d'assaut prohibées:

« L'annonce faite aujourd'hui par Marc Carney concernant l'achèvement du programme de rachat des armes d'assaut prohibées, si le Parti libéral est réélu, est une excellente nouvelle pour la sécurité publique.

Le retrait de la circulation de dizaines de milliers d'armes d'assaut prohibées et pleinement fonctionnelles, comme le AR-15, est primordial pour réduire le risque de fusillades de masse dans nos villes, villages et communautés rurales. La plupart des armes utilisées dans le cadre de telles tragédies sont détenues légalement par l'auteur de ces crimes. C'est le cas des féminicides à l'École Polytechnique ainsi que les fusillades de masse à la Mosquée de Québec, au Collège Dawson et de [bien d'autres massacres](#).

Les opposants au contrôle des armes à feu, comme les fabricants, les importateurs, les groupes de défense des droits des armes et les politiciens proarmes, propagent la désinformation de manière à protéger le marché des armes à feu au Canada, qui se chiffre à plus d'un milliard de dollars. Ils affirment que l'interdiction des armes d'assaut et le programme de rachat sont une « prise d'armes » visant à « [bannir les armes de chasse](#) ». En réalité, les chasseurs canadiens disposent encore de [près de 20 000 modèles légaux](#) de carabines et de fusils sans restriction pour chasser à des fins alimentaires et récréatives.

Les modèles prohibés sont des semi-automatiques ayant une capacité de tir rapide grâce à une conception [tactique ou militaire](#), les rendant impropres à un usage civil et une menace sérieuse pour la sécurité publique. L'interdiction des armes d'assaut de type militaire est l'une des recommandations de la Commission des pertes massives ayant analysé le massacre de 2020 en Nouvelle-Écosse, qui [demande](#) au gouvernement fédéral « d'interdire toutes les armes de poing semi-automatiques et tous les fusils et carabines semi-automatiques qui tirent des munitions à percussion centrale et qui sont conçus pour recevoir des chargeurs amovibles d'une capacité de plus de cinq cartouches ».

Le rachat était une promesse électorale clé du Parti libéral lors des élections de [2019](#) et de [2021](#). Le programme vise retirer les armes prohibées de la circulation tout en indemnisant équitablement les entreprises et les propriétaires individuels. La phase 1, qui vise à récupérer les inventaires commerciaux, a été lancée le 5 décembre dernier, tandis que la phase 2 vise à récupérer les armes

interdites auprès des propriétaires individuels. La phase 2 n'avait pas encore été lancée au moment du déclenchement des élections fédérales.

Dans notre [questionnaire électoral](#) envoyé aux partis politiques, nous leur avons demandé un engagement pour compléter le rachat dans les 12 mois suivants le jour de l'élection. Après aujourd'hui, nous pouvons dire que nous avons bon espoir qu'un gouvernement libéral réélu y parviendra, surtout étant donné les énormes retards liés à sa mise en œuvre éventuelle - un processus qui a débuté en mai 2020. À titre de comparaison, il n'a fallu que six mois à la Nouvelle-Zélande pour récupérer 56 000 armes d'assaut dans le cadre de son programme de rachat de 2019, à la suite des fusillades à Christchurch qui ont fait 51 morts.

La véritable gagnante aujourd'hui est la sécurité publique. Les Canadiens ont maintenant au moins une option pour voter pour un parti qui veillera à ce qu'ils soient moins exposés au risque d'être victimes d'une violence extrême par arme à feu. Une [majorité](#) de Canadiens souhaite des lois raisonnables sur les armes à feu qui les protégera de la culture américaine proarme et des fusillades de masse. Nous espérons que d'autres partis s'engageront également en ce sens.

La date limite pour soumettre les réponses au questionnaire électoral de PolySeSouvient est demain, vendredi le 11 avril. Nous attendons toujours les réponses du Parti libéral, du NPD et du Parti conservateur. »

- 30 -

Information:

Heidi Rathjen, info@polysesouvient.ca, 514-816-7818